

Témoignages

Boîte Postale 192
76, rue MI Leclerc
Saint-Denis
Tél. 21.13.07

ABONNEMENT
500 F CFA/ 10,00 FF/mois
Le numéro: 30F CFA/0,80FF

IMPORTANT DÉBAT SUR L'EMPLOI HIER AU CONSEIL GÉNÉRAL

- Jamais le chômage n'a atteint des proportions aussi catastrophiques à la Réunion

- Ce sont les structures économiques qui en sont la cause

GREVE SUR LA ROUTE LITTORALE

Sur le chantier de la Route Littorale la grève se poursuit. Les discussions se poursuivent également afin d'aboutir à une solution juste du conflit. Une réu-

nion devait se tenir hier soir entre: la Direction de l'Équipement, la Direction du Travail, les patrons de la S.P.I.E. et les syndicats.

DOCKERS

Après la reprise du travail au Port

Les dockers vont suivre avec attention le déroulement des prochaines discussions

syndicat - patronat et le comportement des patrons

Sur les quais au Port, le travail a repris hier matin. Ce sont les dockers qui l'ont décidé samedi au cours d'une assemblée générale. Ils ont estimé que des succès ont été obtenus leur permettant d'arrêter la grève, commencée le 11 décembre. Arrêter la grève, ne signifie cependant pas, pour eux, cesser la lutte revendicative.

D'abord, ils ont obtenu, grâce à leur puissante action collective et unitaire, que :

- sur l'île de la Réunion, l'effectif des dockers embauchés soit le même que celui qui est utilisé pour n'importe quel navire, et en application de la Convention Collective.

- l'indemnité de garantie soit relevée, pour les dockers professionnels, et portée de 500 à 732 francs.

- les discussions s'enga-

gent et aboutissent, dans les délais les plus courts possibles, à la mise sur pied d'une caisse d'assurance-chômage en faveur des dockers occasionnels et semi-professionnels. Sur ce point les patrons ont donné leur accord.

- enfin les salaires ont été relevés ; le salaire horaire porté de 341 à 361 au 1-12-74 et à 366 au 1-1-75. Une discussion devra s'ouvrir pour l'évolution des salaires en 1975.

Ce qui a été réglé ne correspond, à l'heure actuelle, qu'à certains éléments du cahier de revendications des dockers. C'étaient les plus pressantes. Elles ont été satisfaites. Il reste qu'elles doivent être complétées au cours des prochaines discussions. De plus, d'autres questions devront être examinées et des solutions apportées sur :

- 1) le contrôle des listes des dockers ;
- 2) le problème de l'embauche et des conditions de travail sur les quais ;
- 3) l'aide et les indemnités à accorder aux non embauchés ;
- 4) enfin, les problèmes spécifiques et les problèmes catégoriels. Un accord est intervenu pour que ces discussions com-

(suite en page 4)

... reconnaît toute l'assemblée

NOTRE COMPTE-RENDU DANS UN PROCHAIN NUMÉRO.

Le budget primitif de 1975 adopté à une très faible majorité

Une longue et très profonde crise s'annonce et notre pays se trouve particulièrement désarmé ... souligne le groupe communiste

« Cette crise économique que notre pays traverse est très profonde. Elle sera longue aussi. Car elle n'est pas seulement réunionnaise. Elle atteint tout le monde capitaliste. En raison de son apparition dans notre île depuis de longues années déjà

et en raison de son caractère, la Réunion s'y trouve engagée alors qu'elle est particulièrement désarmée. »

Ce tableau de la situation et le tracé des perspectives très sombres ont été présentés par Paul Vergès interve-

nant hier matin, au nom du groupe communiste, au Conseil Général, à l'ouverture du débat sur le budget primitif pour 1975.

D'ailleurs, dans l'assemblée, l'accord a semblé être unanime concernant l'aggravation de la crise durant les

prochaines années. Déjà, au cours de la séance du 19 décembre, le préfet, Claude Vieillescazes, avait annoncé, lui-même, que 1975 et 1976 seraient pour les Réunionnais « deux années de vaches extrêmement maigres ».

« UNE IMMENSE EXPLOSION »

Paul Vergès devait alors poser la question : « Comment allons-nous traverser cette crise sans catastrophe et une immense explosion dans ce pays ? Malgré l'augmentation de capitaux publics venant de France, nous allons vers un déséquilibre de plus en plus grand. Notre pays connaît une croissance sans développement. Alors nous devons nous interroger sur l'efficacité de ces crédits d'assistance. »

Dans ces conditions, indique Paul Vergès il devient nécessaire de « réviser les objectifs, les méthodes et les critères de développement, avec pour préoccupation non de sauver la politique actuelle mais bien de sauver par priorité notre pays, en plein désar-

(suite en page 4)

ROUTE LITTORALE : LA COMMISSION D'ENQUÊTE ACCUSE

III - Paul Vergès : « On aurait dû examiner sérieusement la solution d'un viaduc en tirant les leçons de la réalisation du viaduc d'Oléron

(VOIR EN PAGE 4)